

AVIS DE SOLlicitATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° **30** / SMI/MINTP/SG/DCT/CAO/SFK/2021 DU **23** SEP 2021
POUR LA PRÉ-QUALIFICATION DES ENTREPRISES DEVANT ACCOMPAGNER
LE GOUVERNEMENT DU CAMEROUN POUR LA MAINTENANCE DU DEUXIÈME
PONT SUR LE WOURI ET DES SECTIONS RÉHABILITÉES
DE LA NATIONALE N°3 À DOUALA.

A. CONTEXTE

Il est depuis longtemps établi, au Cameroun comme ailleurs, que l'entretien routier est un paramètre clé dans l'efficacité d'un réseau de transport et dans l'atteinte des objectifs économiques, sociaux et environnementaux qui lui sont assignés.

Par ailleurs, selon un principe bien établi, les dépenses effectuées pour un entretien routier adéquat réduisent les coûts futurs et la gestion efficace de l'entretien routier est gage de rentabilité sur le long terme pour la puissance publique.

Outre le bénéfice directement mesurable sur les finances publiques, de nombreuses études montrent que le report des dépenses d'entretien routier entraîne indirectement une augmentation des coûts d'exploitation des véhicules deux à trois fois supérieure aux « économies » réalisées.

Ces dernières années, le Ministère des Travaux Publics (MINTP) a conduit d'importants travaux de réhabilitation de la Nationale 3 à Douala. Il s'agit notamment de :

- de l'aménagement de la pénétrante Est ;
- de l'aménagement de la pénétrante Ouest ;
- de la construction d'un 2nd Pont sur le Wouri et de ses aménagements connexes.

Dans le cadre de ces projets, ont été réalisés :

- le réaménagement des ouvrages et des accès aux entrées Est et Ouest de la ville de Douala ;
- la construction d'un viaduc routier de 752 ml ;
- la construction d'un viaduc ferroviaire de 742 ml ;
- l'aménagement du carrefour SCDP en un giratoire dénivelé ;
- la construction d'un passage inférieur ferroviaire au niveau de la SCDP,
- la construction d'un passage inférieur pour accès direct au PAD.

En lien avec ce qui précède et compte tenu de l'achèvement de l'ensemble de ces travaux et de la prévision de leur réception définitive, le MINTP souhaite mettre en place une stratégie de maintenance qui permette :

- d'assurer la pérennité des ouvrages réalisés ;
- de maintenir le niveau de service obtenu à l'issue des travaux de réhabilitation et de construction ;
- de réduire les coûts futurs de réhabilitation lourde.

Toutes ces mesures doivent permettre de préserver l'intégrité de l'ouvrage.

B. OBJET DE LA SOLLICITATION

Dans le but d'assurer la pérennité des ouvrages construits et réhabilités sur la nationale N°3 à Douala, à travers les projets de construction du deuxième pont sur le Wouri et d'aménagement des accès Est et Ouest de la ville, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI) pour la pré-qualification des Entreprises du secteur des Bâtiments et Travaux Publics, devant accompagner le Gouvernement du Cameroun pour la maintenance du deuxième pont sur le Wouri et des sections réhabilitées de la nationale n°3 à douala, dans le cadre d'un contrat pluriannuel.

L'ASMI visant à établir une liste restreinte d'au plus **cinq (05) candidats** invités à participer à l'étape suivante de l'Appel d'Offres Restreint.

C. FINANCEMENT

La mission objet de l'Appel d'Offres International Restreint sera financée par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2022 et suivants.

D. PARTICIPATION

Le présent ASMI s'adresse aux Entreprises et aux Groupements d'Entreprises nationaux et internationaux, spécialisés dans le domaine des BTP, régulièrement immatriculés, en règle avec leurs obligations fiscales et administratives, et justifiant d'une capacité technique, financière et opérationnelle suffisante dans ce domaine.

E. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le contrat s'exécutera en une seule phase. Celle-ci étant essentiellement consacrée à l'entretien des ouvrages et tronçons de routes concernés ayant fait l'objet d'une réhabilitation ou d'une construction récente.

Les sous critères de performance retenus pour les sections de routes et les ouvrages d'art sont entre autres : utilisation de la route, service et confort de l'utilisateur de la route, mesures de durabilité de la route, des ouvrages d'art, d'assainissement et de drainage.

Les activités à la charge de l'entreprise dans le cadre du contrat seront :

➤ **Maintenance des chaussées**

- Gestion du trafic pendant les Travaux Lourds
- Balayage de la chaussée
- Enlèvement des débris
- Réparation des nids de poule et des problèmes de surface
- Colmatage ou réparation des fissures transversales dans le cas de chaussées à assises traitées aux liants hydrauliques
- Réparation des couches de chaussées (inclut toutes les réparations rendues nécessaires par des problèmes de structure)
- Renforcement éventuel des couches de roulement

➤ **Maintenance des ouvrages et structures**

- Nettoyage, lavage, balayage
- Réparations non structurelles
- Remise en peinture des parties métalliques des structures
- Réparations et remises en peinture des garde-corps
- Contrôle de la végétation sur les ouvrages
- Inspection visuelle et nettoyage des appareils d'appui
- Enlèvement des obstructions du système de drainage
- Remplacement et remise en état des étanchéités et des systèmes de drainage
- Inspection des joints de dilatation
- Réparation ou remplacement des joints de dilatation
- Renforcement structurel le cas échéant

➤ **Maintenance du réseau d'assainissement, bassins, talus et fossés**

- Nettoyage courant du système d'assainissement et de drainage et des bassins
- Enlèvement des obstructions du réseau d'assainissement et de drainage
- Curage de l'assainissement et du drainage lorsque ces derniers sont saturés
- Réparations sur le système d'assainissement (cunettes, fossés)
- Curage des bassins
- Nettoyage du système d'assainissement lors de pollutions accidentelles
- Traitements spéciaux des boues et résidus en provenance du système d'assainissement et de drainage (y compris bassins de décantation)
- Rétablissement du réseau de drainage
- Réparation des dalots endommagés
- Reprise d'étanchéité des bassins de décantation
- Réparation des filtres
- Traitement et réparation des problèmes d'érosion de surface et de stabilité
- Travaux additionnels sur les falaises et empierrements
- Traitement des problèmes d'érosion et de stabilité des berges

➤ **Maintenance de la signalisation horizontale et verticale**

- Lavage / nettoyage de la signalisation
- Réparation ponctuelle de la signalisation verticale
- Remplacement et réfection de la signalisation (verticale et horizontale)
- Réparation ponctuelle de la signalisation horizontale / verticale à la suite d'accident
- Réfection du marquage des chaussées

➤ **Maintenance des aires annexes**

- Entretien courant des divers équipements
- Rechargement des couches de roulement

➤ **Maintenance des dispositifs de retenue**

- Réparation des dispositifs de retenue
- Entretien des aires de circulation

➤ **Maintenance de l'éclairage et des équipements d'alimentation électriques**

- Entretien courant et remplacement des ampoules du système d'éclairage
- Remplacement et remise en état des mâts, candélabres et accessoires
- Remplacement des coffrets et des câbles
- Remise en peinture des mâts (si applicable)
- Inspection et entretien courant des équipements d'alimentation électrique
- Remise en état et remplacement des équipements d'éclairage

➤ **Maintenance des espaces verts**

- Tonte, fauchage, débroussaillage
- Élagage
- Arrosage
- Enlèvement des arbres morts
- Remplacement des arbres, haies et végétaux
- Chemins piétonniers, entretien des bordures

➤ **Divers**

- Évacuation rapide des débris et de la graisse de la surface de la chaussée
- Nettoyage après accident
- Évacuation des véhicules abandonnés
- Contrôle des rongeurs et de la vermine
- Réparation des dommages causés par des événements majeurs tels que glissements de terrain, inondations, explosions
- Réparation des dommages causés par tassements ou affaissement

- Réparation des glissements de terrain
- Inspections visuelles et inspections périodiques
- Formation régulière du personnel de l'Etat
- Inspection de routine de la route et des ouvrages conformément au programme d'inspection annuelle
- Inspection de routine quotidienne pour détecter les obstructions, dommages ou autres dangers

Les critères de performance pour chaque activité ou chaque partie d'ouvrage, leurs indicateurs et les périodicités et modes d'évaluation seront détaillés dans le Dossier d'Appel d'Offres. Les Niveaux de Services doivent être respectés sous peine de pénalités qui seront indiqués dans le dossier d'appel d'offres.

F. CRITERES DE QUALIFICATION

1. Être une entreprise ou un groupement d'entreprises du secteur du BTP.
2. Justifier les capacités administratives, techniques requises et notamment :
 - Présenter un dossier Administratif conforme ;
 - Disposer du personnel compatibles avec les travaux à réaliser ;
3. Justifier d'une bonne expérience dans le domaine de l'exploitation et/ou de maintenance d'ouvrages routiers, des travaux routiers en zone urbaine ou des contrats de type GENIS ou Contrats Basés sur les Performances

G. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, regroupées en deux volumes :

G-1 : Volume 1 (Pièces administratives)

Le « volume 1 » comprendra :

Les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

Pièces N°	Désignation
Pour les soumissionnaires de droit camerounais	
A.1	Une lettre de motivation du candidat timbrée au tarif en vigueur et signée du candidat.
A.2	Une attestation de Non redevance en cours de validité.
A.3	Une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du tribunal du lieu du siège du candidat ;
A.4	Une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).
A.5	Une attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), ou d'un de ses représentants dument mandaté, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable.
A.6	L'accord de groupement le cas échéant ;

A.7	<i>Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.2 devront être produites uniquement par le mandataire du groupe ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.</i>
A.8	<i>L'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dument signée du Directeur Général, permettra au MINTP de procéder à toutes les vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées.</i>
Pour les soumissionnaires étrangers	
A.1	<i>Une lettre de motivation dument signée précisant que le candidat à l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres National Restreint s'il est présélectionné ;</i>
A.2	<i>l'Attestation de non redevance ou le quitus fiscal</i>
A.3	<i>l'attestation de régularité vis-à-vis de la sécurité sociale du pays d'origine</i>
A.4	<i>l'attestation de non faillite ou de non cessation de paiement.</i>
A.5	<i>L'accord de groupement le cas échéant ;</i>
A.6	<i>Les pouvoirs conformes dans le cas où le soumissionnaire agirait comme mandataire d'un groupement (original timbré), ainsi que la copie de l'accord de groupement certifié d'un acte notarié enregistré dans les services des impôts. Dans ce cas, les pièces A.1 et A.2 devront être produites uniquement par le mandataire du groupe ; les autres pièces étant produites par chacun des membres du groupement.</i>
A.7	<i>L'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dument signée du Directeur Général, permettra au MINTP de procéder à toutes les vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées.</i>

N.B : Toutes les pièces produites devront datées de moins de trois (03) mois. Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entrainera la non recevabilité de la candidature.

G- 2 : Volume 2 (Dossier technique)

Le dossier technique devra comprendre :

F-2-1 : Les moyens humains :

F-2-1-1 : La liste du personnel d'encadrement

Le candidat fournira la liste définissant le personnel de maîtrise accompagnée:

- du curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- de l'attestation de disponibilité ;

- de l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) pour les Ingénieurs du Génie Civil exerçant au Cameroun et éligible audit ordre, proposées au poste.

A cet effet, l'entreprise devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel de maîtrise composé de :

POSTE	QUALIFICATIONS/ EXPERIENCES
Directeur de Projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Ingénieur du Génie Civil, niveau BAC+5 ou plus. ▪ Expérience générale en BTP : Au moins quinze (15) ans. ▪ Expérience spécifique : Avoir été Directeur de Projet ou Conducteur des Travaux d'au moins un (01) projet de construction, réhabilitation ou d'entretien de route revêtue ou d'ouvrage d'art de portée supérieur ou égal à 400 ml.
Conducteur des travaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Ingénieur des travaux de Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus. ▪ Expérience générale en BTP : Au moins dix (10) ans. ▪ Expérience spécifique : avoir été Conducteur des Travaux ou Ingénieur routier (terrassements/chaussées) pour des travaux d'au moins deux (02) projets de construction, réhabilitation ou d'entretien de route revêtue ou d'ouvrage d'art de portée supérieur ou égal à 400 ml..
01 Ingénieur Ouvrage d'Art	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Ingénieur des Travaux de Génie Civil (Bac +3 ou plus) ou équivalent. ▪ Expérience générale en BTP : Au moins dix (10) ans. ▪ Expérience spécifique : Avoir été Ingénieur Ouvrage d'Art dans au moins deux (02) projets de construction, réhabilitation ou d'entretien de route revêtue ou d'ouvrage d'art de portée supérieur ou égal à 400 ml.
01 Ingénieur, Responsable Qualité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Ingénieur des Travaux de Génie Civil (Bac +3 ou plus) ou équivalent. ▪ Expérience générale en BTP : Au moins dix (10) ans dans la réalisation des projets routiers. ▪ Expérience spécifique : Avoir assuré la fonction de Conducteur des Travaux ou de Responsable de Laboratoire géotechnique ou d'Ingénieur qualité d'au moins un (01) projet de construction, réhabilitation ou d'entretien de route revêtue ou d'ouvrage d'art de portée supérieur ou égal à 400 ml..
01 Expert géotechnicien responsable du laboratoire de chantier	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Ingénieur des Travaux de Génie Civil (Bac +3 ou plus) ou équivalent, ou diplômé de formation universitaire (Bac+4) ou équivalent, spécialisé en géologie, géotechnique ou science de la terre. ▪ Expérience générale en BTP : Au moins dix (10) ans dans les prestations géotechniques en BTP. ▪ Expérience spécifique : Avoir été géotechnicien ou responsable de laboratoire géotechnique pour les travaux d'au moins deux (02) projets de construction, réhabilitation ou d'entretien de route revêtue ou d'ouvrage d'art de portée supérieur ou égal à 400 ml.
01 Responsable topographie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Au moins niveau Technicien Supérieur de Topographie-Cadastré ou équivalent (BAC+2 ou plus) ▪ Expérience générale en BTP : Au moins dix (10) ans ▪ Expérience spécifique : Avoir été responsable Topographe d'au moins deux (02) projets de construction, réhabilitation ou

	d'entretien de route revêtue ou d'ouvrage d'art de portée supérieur ou égal à 400 ml.
01 Responsable Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de base : Ingénieur ou universitaire diplômé de formation en science de l'environnement ou équivalent, de niveau BAC+3 ou plus. ▪ Expérience générale en BTP : Au moins huit (08) ans d'expérience pratique dans le domaine des études environnementales ou de l'application du Plan de Gestion Environnemental et Social de projets d'infrastructures routières. ▪ Expérience spécifique : Avoir été responsable Hygiène, Sécurité et/ou Environnement pour les travaux d'au moins un projet.

F-2-3 : Les moyens logistiques techniques et matériels

Le candidat doit justifier:

a) Le plan de localisation du siège, ainsi que sa description détaillée

En outre, il devra justifier des moyens logistiques, techniques et matériels ci-après :

b) Moyens logistiques (véhicules et moyens de communication)

- Au moins deux (02) véhicules 4x4 pour le déplacement du Chef de mission et du personnel d'encadrement ;
- Au moins quatre téléphones portables et un téléphone fixe à son siège ;
- Chaque candidat doit justifier la propriété de chaque matériel cité.

c) Moyens techniques et matériels

Moyens techniques et matériels sont :

❖ Les engins en propre à mobiliser:

N°	Désignation	Minimum requis
Matériel en propre qui fait partie des critères éliminatoires		
1.	centrale à béton	1
2.	finisher ;	1
3.	camions bennes ;	2
4.	répandeuse à liant de capacité supérieure ou égale à 6000 litres ;	1
5.	camion gravillonneur	1
6.	Compacteur vibrant	1
7.	niveleuse	1
8.	pelle chargeuse.	1

N°	Désignation	Minimum requis
Matériel en propre ou en location		
9.	<i>Niveleuse (supplémentaire en plus du matériel en propre)</i>	2
10.	<i>Pelle Chargeuse (supplémentaire en plus du matériel en propre)</i>	2
11.	<i>Compacteur à pneus</i>	2
12.	<i>Compacteur vibrant (supplémentaire en plus du matériel en propre)</i>	2
13.	<i>Compacteur manuel</i>	2
14.	<i>Camions bennes (supplémentaires en plus du matériel en propre)</i>	2
15.	<i>Camions citernes à eau (supplémentaires en plus du matériel en propre)</i>	2
16.	<i>Répandeuse à liant >= 6000 litres (supplémentaire en plus du matériel en propre)</i>	1
17.	<i>centrale de concassage</i>	1
18.	<i>Gravillonneur (supplémentaire en plus du matériel en propre)</i>	1
19.	<i>Pulvimixeur (recycleuse)</i>	1
20.	<i>Pelle excavatrice sur chenilles</i>	1
21.	<i>Porte char</i>	1
22.	<i>Bétonnières >= 500 litres</i>	2
23.	<i>Motopompe</i>	1
24.	<i>Compresseur</i>	1
25.	<i>Groupe électrogène, Puis. ≥ 150 kva</i>	1
26.	<i>Matériel géotechnique (dynaplaque, appareil pour mesure de l'uni de surface, 01 plaque de contrôle de répandage de bitume (0,20x0, 20) ou (0,25x0, 25), pénétromètre dynamique)</i>	2/4
27.	<i>Matériel de laboratoire géotechnique (appareil de CASAGRANDE avec accessoires, moules CBR avec accessoires, dame PROCTOR, moule PROCTOR, étuve ou plaque chauffante avec bouteille de gaz, Série de tamis complète, balance électronique de précision, balance ROBERVAL de 15 Kg avec socle de poids complet, densitomètre à membrane avec accessoires, tamis de</i>	8/13

N°	Désignation	Minimum requis
	20 mm, gamelle à bruler, 01 bac pour contrôle de dosage de gravillon (0,50x0,50), presse hydraulique)	
28.	Matériel topographique (Station totale, Niveau de précision, Jalons, Chaîne de mesure, GPS bifrèquence)	5/5
TOTAL		/25

NB : La localisation dudit matériel doit être précisée étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage, en cas de besoin.

d : L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général de l'entreprise, devra permettre au Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence et de la qualité du matériel énoncé dans le dossier de candidature et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

V : CRITÈRES D'ÉVALUATION ET DE SÉLECTION DES BUREAUX D'ÉTUDES

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

V-1 : Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Note technique inférieure à 70/100;

V-II : Critères essentiels

- Personnel clé (**sur 55 points**) ;
- Les références du candidat dans les contrats d'exploitation et/ou de maintenance d'ouvrages routiers, les contrats de type GENIS ou contrats basés sur les performances, les travaux routiers en zone urbaine ou dans les projets comparables au cours des dix (10) dernières années (**sur 35 points**) ;
- Moyens logistique et matériel (**sur 15 points**).

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas retenir les Bureau d'Études Techniques qui, dans un contrat en cours avec le MINTP, auront reçues notification d'une mise en demeure, d'un constat de carence ou d'une résiliation.

La liste des candidats retenus sera publiée avant le lancement de la consultation restreinte conformément aux dispositions de l'article 76 alinéa 7 décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics du Cameroun.

H. DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies doivent être remis sous pli fermé et scellé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats/ Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le ~~22 OCT 2021~~ à 15 heures précises au plus tard, heures locales avec la mention :

« AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LA PRÉ-

**QUALIFICATION DES ENTREPRISES OU GROUPEMENT D'ENTREPRISE
DEVANT ACCOMPAGNER LE GOUVERNEMENT DU CAMEROUN POUR LA
MAINTENANCE DU DEUXIÈME PONT SUR LE WOURI ET DES SECTIONS
RÉHABILITÉES DE LA NATIONALE N°3 À DOUALA »**

I. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires sur le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus tous les jours et heures au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, ou à la Direction des Etudes Routières et d'Ouvrages d'Art.

J. PUBLICATION DES RÉSULTATS:

Les cinq (05) entreprises ou groupement d'entreprises du secteur du BTP retenus à l'issue de cette évaluation seront consultés pour l'Appel d'Offres International Restreint relatif à la maintenance du deuxième pont sur le Wouri et des sections réhabilitées de la nationale n°3 à Douala conformément au Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics du Cameroun.

23 SEP 2021

Yaoundé, le



Emmanuel NGANOUO.

Q
056 REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST
No. 056/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/SFK/2021 OF 23 SEPT 2021

**FOR THE PRE-SELECTION OF CONTRACTORS TO ACCOMPANY THE
GOVERNMENT OF CAMEROON IN THE MAINTENANCE OF THE SECOND
WOURI BRIDGE AND REHABILITATED SECTIONS
OF NATIONAL ROAD No.3 IN DOUALA.**

A. CONTEXT

It has long been proven, in Cameroon as elsewhere, that road maintenance is a key parameter to an efficient transportation system and the achievement of the economic, social and environmental objectives it is assigned.

Furthermore, it has also been established that spending on adequate road maintenance reduces future costs, just as efficient management of road maintenance provides long-term value for money for the public authority.

In addition to its direct measurable contribution to public finances, numerous studies show that deferring road maintenance expenditure indirectly increases vehicle operating costs two to three times the "savings" achieved.

Over the past few years, the Ministry of Public Works (MINTP) has carried out major rehabilitation works on National Road No.3 in Douala. These include:

- the development of the Eastern entrance to the city;
- the development of the Western Entrance;
- the construction of a 2nd Wouri Bridge and its related facilities.

Under this project, the following works were carried out:

- the redevelopment of structures and accesses to Douala's Eastern and Western entrances;
- the construction of a 752 ml road viaduct;
- the construction of a 742 ml railway network;
- the development of Carrefour SCDP into a graded roundabout;
- the construction of a railway underpass at SCDP;
- the construction of an underpass for direct access to PAD.

In connection with the above and taking into account the completion of all these works and their projected final acceptance, MINTP wishes to put in place a maintenance strategy that will help:

- ensure the durability of the structures constructed;
- keep the level of service obtained following rehabilitation and construction works;
- mitigate future costs of major rehabilitation works.

These measures must help protect the integrity of the structure.

B. PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

In order to ensure the sustainability of the constructed and rehabilitated structures on National Road No.3 in Douala, under the construction of the second Wouri Bridge and the development of the Eastern and Western access roads to the city, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues a Call for Expressions of Interest (CEI) for the pre-selection of Contractors in the Building and Public Works sector, to accompany the Government of Cameroon in the maintenance of the second Wouri Bridge and the rehabilitated sections of National Road No.3 in Douala, within the framework of a multi-year contract.

*A Call for Expressions of Interest to short-list at most **(5) five candidates** invited to participate in the next stage of the Limited Call for Tenders.*

C. FINANCING

Works under this Limited International Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, financial year 2022 et seq.

D. ELIGIBILITY

This Call for Expression of Interest shall be opened to national or international contractors and Joint ventures, specialised in the building and public works sector, duly registered, in compliance with fiscal and administrative obligations, and having sufficient technical, financial and operational capacity.

E. SCOPE OF WORKS

The contract shall be executed in one phase. It shall be mainly devoted to the maintenance of the relevant rehabilitated or newly constructed road structures and sections.

The performance sub-criteria used for road sections and engineering structures include: road use, road user service and comfort, road, engineering, drainage and sanitation structures sustainability measures.

The activities to be carried out under this contract shall be:

➤ Maintenance of pavements

- *Ensuring traffic management during heavy works*
- *Sweeping the pavement*
- *Removing debris*
- *Patching potholes and repairing surface deterioration*
- *Sealing or repairing cross cracks in the event of pavements with layers treated with hydraulic binders*

- *Repairing pavement layers (including all repairs required to solve structural problems)*
- *Possibly reinforcing wearing courses*

➤ **Maintenance of structures**

- *Cleaning, washing, sweeping*
- *Non-structural repairs*
- *Re-painting metal parts of structures*
- *Repairing and re-painting guardrails*
- *Controlling if structures are covered by the vegetation*
- *Visually inspecting and cleaning support devices*
- *Removing the drainage system blockage*
- *Replacing and rehabilitating waterproofing and drainage systems*
- *Inspecting expansion joints*
- *Repairing or replacing expansion joints*
- *Carrying out structural reinforcement where appropriate*

➤ **Maintenance of the sewage network, basins, slopes and ditches**

- *Carrying out routine cleaning of the sewerage and sewerage system and basins*
- *Removing sewerage and drainage system blockage*
- *Cleaning the drainage and sewer system when blocked*
- *Repairing the sewerage system (gutters, ditches)*
- *Cleaning out basins*
- *Cleaning the sewerage system in case of accidental pollution*
- *Carrying out special treatment of sludge and residues from the sewerage and drainage system (including settling ponds)*
- *Restoring the drainage system*
- *Repairing damaged box culverts*
- *Waterproofing settling ponds*
- *Repairing filters*
- *Treating and repairing surface erosion and stability issues*
- *Carrying out additional works on cliffs and rock piles*
- *Treating erosion and bank stability issues*

➤ **Maintenance of surface and upright signing**

- *Washing/cleaning road signs*
- *Carrying out spot repair of upright signing*
- *Replacing and repairing (surface and upright) road signs*
- *Carrying out spot repair of surface and upright road signs after an accident*
- *Rehabilitating pavement markings*

- **Maintenance of associated areas**
 - Carrying out routine maintenance of various equipment
 - Resurfacing wearing courses
- **Maintenance of restraint systems**
 - Repairing restraint systems
 - Maintaining traffic areas
- **Maintenance of lighting and power supply equipment**
 - Carrying out routine maintenance and replacing lighting system bulbs
 - Replacing and rehabilitating posts, candelabra and accessories
 - Replacing casings and cables
 - Re-painting posts (if applicable)
 - Carrying out routine inspection and maintenance of power supply equipment
 - Rehabilitating and replacing lighting equipment
- **Maintenance of green space**
 - Mowing and brushing
 - Pruning
 - Watering
 - Removing dead trees
 - Replacing trees, hedges and vegetation
 - Maintaining footpaths and edges
- **Miscellaneous**
 - Quickly removing debris and grease from the road surface
 - Cleaning after accidents
 - Removing abandoned vehicles
 - Controlling rodent and vermin
 - Repairing damage caused by major events such as landslides, floods, explosions, etc.
 - Repairing damage caused by settlement or subsidence
 - Repairing landslides
 - Carrying out visual inspections and periodic inspections
 - Regularly training the Private Partner's staff
 - Carrying out routine inspection of the motorway in accordance with the annual inspection programme
 - Carrying out daily routine inspection in order to detect blockages, damage, or other hazards

The performance criteria for each activity or part of the work, their indicators and the periods and methods of evaluation shall be detailed in the tender

documents. The Service Levels must be met or penalties will be imposed, which will be indicated in the tender documents.

F. QUALIFICATION CRITERIA

1. Be a contractor or joint venture of the building and public works (BPW) sector.
2. Show proof of relevant administrative, technical capacities, namely:
 - Submit a compliant administrative file;
 - Have the equipment and staff compatible with the works to be executed;
3. Be experienced enough in the field of operation and/or maintenance of road structures, road works in urban areas or GENIS type (maintenance management by level of service) contracts or Performance-Based Contracts

G. APPLICATION FILE

Candidates must provide the following documents in two volumes:

G-1: Volume 1 (Administrative documents)

"Volume 1" shall comprise:

The following administrative documents (originals and certified true copies not older than three (3) months and valid for the current year):

Document No.	Description
For tenderers governed by Cameroon law	
A.1	A cover letter signed by the consultant and stamped according to the tariff in force.
A.2	A valid attestation of non-indebtedness.
A.3	An attestation of non-bankruptcy issued by the court with jurisdiction;
A.4	An attestation of non-exclusion from public contracts, issued by the Public Contracts Regulatory Agency (PCRA).
A.5	An attestation signed by the General Manager of the National Social Insurance Fund, or one of his duly authorised representatives, certifying that the applicant has paid all the required contributions.
A.6	The joint-venture agreement if need be;
A.7	The mandatory powers if the bidder is acting as the legal representative of the joint venture (stamped original), as well as the certified copy of the joint-venture agreement of a notarial deed registered with the taxation services. In this case, documents A.1 and A.2 shall be submitted only by the joint-venture's legal representative; the other documents being submitted by each member of the joint-venture.
A.8	The authorisation to verify the references; this authorisation duly signed by the General Manager shall enable MINTP to carry out necessary fact checking, to ensure that the information provided on the references are accurate.
For foreign tenderers	

A.1	<i>A cover letter duly dated and signed by the consultant specifying that they intend to tender for the Limited National Call for Tenders if they are pre-selected;</i>
A.2	<i>The Attestation of non-indebtedness or tax clearance</i>
A.3	<i>The attestation of compliance with the social security in the country of origin</i>
A.4	<i>Attestation of non- bankruptcy or non-suspension of payments.</i>
A.5	<i>The joint-venture agreement if need be;</i>
A.6	<i>The mandatory powers if the bidder is acting as the legal representative of the joint venture (stamped original), as well as the certified copy of the joint-venture agreement of a notarial deed registered with the taxation services. In this case, documents A.1 and A.2 shall be submitted only by the joint-venture's legal representative; the other documents being submitted by each member of the joint-venture.</i>
A.7	<i>The authorisation to verify the references; this authorisation duly signed by the General Manager shall enable MINTP to carry out necessary fact checking, to ensure that the information provided on the references are accurate.</i>

Note: All documents submitted must be no more than three (3) months old. It should be noted that the absence or non-compliance of any of the above documents shall lead to rejection of the application.

G- 2: Volume 2 (Technical File)

The technical file shall comprise:

F-2-1: Human resources:

F-2-1-1: List of Supervisory Staff

The consultant shall submit the list of supervisory staff together with:

- the curriculum vitae signed by each staff member;
- the certified true copy of the diploma of each staff member;
- the attestation of availability;
- Attestation of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE) for Cameroon-based civil engineers eligible to the Order and proposed for the position.

To this effect, the contractor shall show proof of its capability to mobilize the following supervisory staff:

POSITION	QUALIFICATIONS/EXPERIENCES
Project Manager	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Basic training: Civil engineer, GCE AL+5 at least. ▪ General experience in Building and Public Works: At least fifteen (15) years ▪ Specific experience: Must have been a Project Director or Foreman for at least one (1) construction, rehabilitation or maintenance project for a paved road or engineering structure with a span of 400 ml or more.

<p>Works Supervisor</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Basic training: Civil engineer, GCE AL+3 at least. ▪ General experience in Building and Public Works: At least ten (10) years. ▪ Specific experience: must have been a Foreman or Road Engineer (earthworks/pavements) for at least two (2) construction, rehabilitation or maintenance projects for paved roads or engineering structures with a span of 400 ml or more
<p>One (1) Engineering Structures Engineer</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Basic training: Civil Engineer (GCE AL +3 or more) or equivalent. ▪ General experience in Building and Public Works: At least ten (10) years. ▪ Specific experience: Must have been an Engineering Structure Engineer for at least two (2) construction, rehabilitation or maintenance project for a paved road or engineering structure with a span of 400 ml or more.
<p>One (1) Engineer, Quality Manager</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Basic training: Civil Engineer (GCE AL +3 or more) or equivalent. ▪ General experience in Building and Public Works: At least 10 years in the implementation of road projects. ▪ Specific experience: Must have been a Foreman or a Geotechnical Laboratory Manager or Quality Engineer for at least one (1) construction, rehabilitation, maintenance or rehabilitation project for a paved road or an engineering structure with a span of 400 ml or more.
<p>One (1) Expert in geotechnics in charge of the site laboratory</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Basic training: Civil Engineer (GCE AL +3 at least) or equivalent, or university graduate (GCE AL+4) or equivalent, specialised in geology, geotechnics or earth science. ▪ General experience in Building and Public Works: At least 10 years in the execution of geotechnical works in BPW sector. ▪ Specific experience: Must have been a geotechnician or Geotechnical Laboratory Manager for at least two (2) construction, rehabilitation or maintenance project for a paved road or an engineering structure with a span of 400 ml or more.
<p>One (1) Topography Manager;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Basic training: At least a Senior Land Surveying Technician or equivalent (GCE AL+2 at least) ▪ General experience in Building and Public Works: At least ten (10) years ▪ Specific experience: Must have been a topographer for at least two (2) construction, rehabilitation or maintenance project for a paved road or engineering structure with a span of 400 ml or more.
<p>One (1) Hygiene, Safety and Environment (HSE) Manager</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Basic training: Engineer or university graduate in environmental science or equivalent, GCE AL+3 at least. ▪ General experience in Building and Public Works: At least eight (8) years of practical experience in the field of environmental studies or in the implementation of the Environmental and Social Management Plan of road infrastructure projects. ▪ Specific experience: Must have been a Hygiene, Safety and/or Environment Manager for at least one project.

F-2-3: Logistical, Technical and Material Resources

The consultant shall show proof of:

a) **The headquarters localisation plan, as well as its detailed description**
 Moreover they shall show proof of the following logistics, technical resources and equipment:

b) Logistics (vehicles and communication means)

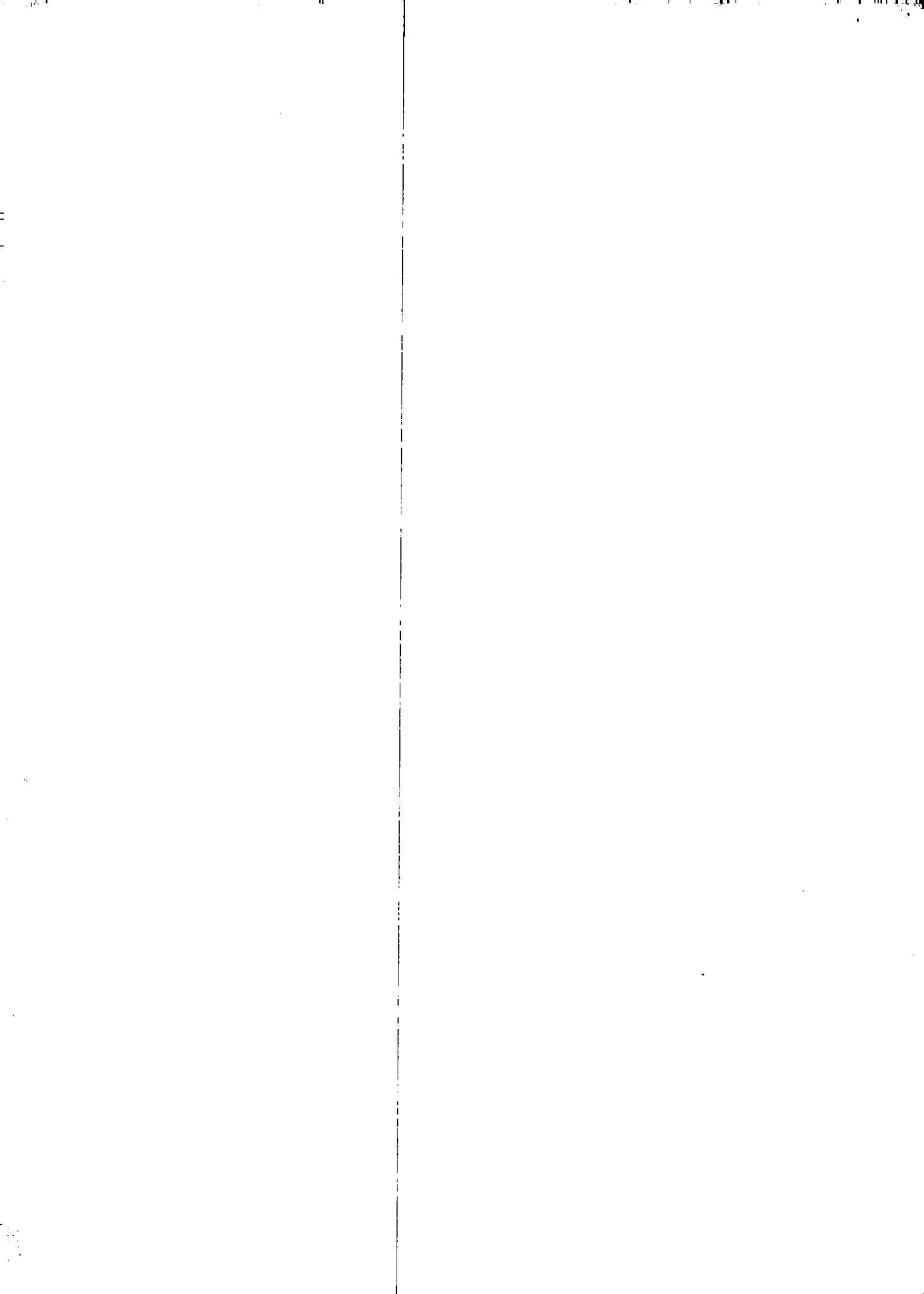
- At least two (02) off-road 4X4 for the Mission Head and supervisory staff's travel;
- At least four mobile phones and a fixed phone at the headquarters;
- Each consultant shall show proof of ownership of each equipment listed.

c) Technical and material means

The technical and material means shall be the following:

❖ In-house machinery to be mobilised:

No.	Description	Required minimum
In-house equipment that is part of eliminatory criteria		
1.	Concrete plant;	1
2.	Finisher;	1
3.	Dump trucks	2
4.	Binding agent spreader with a capacity of at least 6,000 litres;	1
5.	Chip sealer truck	1
6.	Vibrating compactor	1
7.	Grader	1
8.	Loading shovel	1
In-house or hired equipment		
9.	Grader (an extra one in addition to in-house equipment)	2
10.	Loading shovel (an extra one in addition to in-house equipment)	2
11.	Multiple wheel compactor	2
12.	Vibrating compactor (an extra one in addition to in-house equipment)	2
13.	Manual Compactor	2
14.	Dump trucks (extra ones in addition to its in-house equipment)	2
15.	Water tank trucks (extra ones in addition to its in-house equipment)	2



No.	Description	Required minimum
16.	Spreader \geq 6,000 litres (an extra one in addition to in-house equipment);	1
17.	Crushing station	1
18.	Chip sealer (an extra one in addition to in-house equipment)	1
19.	Pulvimixer (recycler);	1
20.	Crawler excavator	1
21.	Tank transporter	1
22.	Concrete mixers \geq 500 litres	2
23.	Motor pump	1
24.	Compressor	1
25.	Generator, power \geq 150 KVa	1
26.	Geotechnical equipment (dynaplate, apparatus for measuring evenness, 1 bitumen spreading control plate (0.20x0.20) or (0.25x0.25), dynamic penetrometer)	2x4
27.	Geotechnical laboratory equipment (CASAGRANDE equipment with accessories, CBR moulds with accessories, PROCTOR mould, oven or heating plate with gas cylinder, complete sieve series, electronic precision scale, 15 Kg ROBERVAL scale with complete weight base, membrane densitometer with accessories, 20 mm sieve, fire can, 1 gravel dosing control plate (0.50x0.50), hydraulic press)	8x13
28.	Topographic equipment (Total station, Precision level, Milestones, Measuring chain, dual-frequency GPS)	5x5
TOTAL		/25

Note: The location of the said equipment must be stated to enable verification by the Project Owner, if necessary.

d) Authorisation to verify declarations

This authorization duly signed by the General Manager of the consulting firm, shall enable the Minister of Public Works to carry out all verifications deemed necessary, to ensure the existence and quality of the equipment listed in the application file and the accuracy of information relating to the references presented to the Project Owners concerned.

V: EVALUATION AND SELECTION CRITERIA OF THE CONSULTING FIRMS

After reception of the tenders, they shall be evaluated based on the following criteria:

V-1: Eliminary criteria

- Incomplete administrative file;
- False declaration or forged documents;
- Technical score less than 70/100;

V-1I: Essential criteria

- Key Staff (**out of 55 points**);
- The candidate's references in road operation and/or maintenance contracts, GENIS-type contracts or performance-based contracts, road works in urban areas or in similar projects over the past ten (10) years (**out of 35 points**);
- Logistics and equipment (**out of 15 points**).

Only consultants having scored an overall technical mark of at least 70 out of 100 points shall be pre-selected. The Project Owner reserves the right not to pre-select consultants who, in an ongoing contract with MINTP, have received notification of a formal warning, establishment of shortcoming or termination.

The list of the selected applicants shall be published before launching the restricted consultation, in compliance with Article 76 Paragraph 7 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 on the Public Contracts Code in Cameroon.

H. SUBMISSION OF FILES

Drafted in sextuplicates (6) including one (1) original and five (5) copies, the files shall be submitted, in a sealed envelope to the Ministry of Public Works, Department of Contracts/ Tenders Unit, located on the 2nd floor of the new 3-story building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, situated in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, latest on ~~22~~ ² OCT 2021 at 3:00 p.m. They shall bear the following:

“REQUEST FOR EXRESSION OF INTEREST FOR THE PRE-SELECTION OF CONTRACTORS TO ACCOMPANY THE GOVERNMENT OF CAMEROON IN THE MAINTENANCE OF THE SECOND WOURI BRIDGE AND REHABILITATED SECTIONS OF NATIONAL ROAD No.3”

I- FURTHER INFORMATION

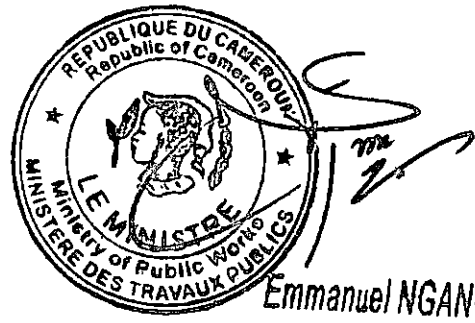
Further information on this Call for Expression of Interest may be obtained at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 2nd floor, Room 210, of the new 3-story building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, situated in Yaounde in the premises of the Regional

Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, or at the Department of Technical Studies for Roads and Engineering Structures.

PUBLICATION OF RESULTS

The five (5) contractors or joint ventures of the Building and Public Works sector selected at the end of this evaluation shall be consulted for the Limited International Call for Tenders relating to the maintenance of the second Wouri Bridge and the rehabilitated sections of National Road No. 3 in Douala, in compliance with Decree No. 2008/366 of 20 June 2018 on the Public Contracts Code in Cameroon.

Yaounde, on 23 SEPT 2021



Emmanuel NGANOU D.